

Subject File

Technical Assistance

35-02 - Economic Analysis and Co-ordination

04/07/1963 - 31/12/1963

2/2

PLEASE RETAIN  
ORIGINAL ORDER

SC

Code Code

UNARCHIVES

SERIES S0728

BOX 18

FILE 5

ACC. DA613/1.61.0.0

RÉPUBLIQUE DU CONGO



LÉOPOLDVILLE

IMPRIMERIE DE LA REPUBLIQUE DU  
CONGO LEOPOLDVILLE - KALINA

# DISCOURS PROGRAMME

prononcé par

Mr Joseph KASONGO

Vice - Premier Ministre

Chargé de la Coordination Economique



Ce Conseil scientifique et technique composé au maximum de 20 personnes doit être réuni une ou plusieurs fois l'an à Léopoldville pendant le temps nécessaire pour évaluer les résultats des activités de l'année écoulée et faire des recommandations pour les programmes de l'année future de tous les départements et service du Gouvernement (ceux-ci comprenant les Institutions scientifiques spécialisées) participant au Développement économique du pays. Il aidera aussi le Gouvernement à réajuster continuellement, si besoin en est, sa politique de développement. Le Conseil scientifique et technique disposera d'un Secrétariat Général, chargé de la récolte des documents et de la préparation des travaux du Conseil. Le Conseil suscitera aussi la réunion de groupes d'experts pour des problèmes particuliers.

Pendant les années de prédéveloppement il est nécessaire et souhaitable que le Conseil scientifique et technique soit composé essentiellement de savants étrangers appartenant à plusieurs pays sans toutefois qu'ils représentent ces pays. Les membres du Conseil seront choisis pour leur seule compétence personnelle. Leur indépendance intellectuelle sera pour le Gouvernement le meilleur garant des avis désintéressés qu'il attend d'eux.

Outre le Conseil Scientifique et Technique le Gouvernement doit disposer d'un *Conseil National des Ressources Naturelles*, composé des chefs de service et de techniciens des institutions scientifiques du pays.

Ce Conseil national est tenu d'établir dans un délai très court et de tenir à jour par la suite au Gouvernement un rapport annuel sur les problèmes de conservation et d'utilisation des ressources naturelles renouvelables et non renouvelables. Il est présidé par un membre du Gouvernement.

Pour conclure nous devons exprimer notre foi dans l'avenir du Congo en nous basant sur sa valeur propre, sur un effort nécessaire de tous citoyens, et sur l'amitié des peuples du monde qui désirent aider notre pays dans la conquête de son indépendance économique et morale.

Le Congo est un pays riche en valeurs culturelles et en ressources naturelles. Elle seront développées pour le bien du peuple congolais dans toutes les régions qui le composent mais aussi pour le prestige de l'Afrique et pour le bonheur de l'humanité toute entière.

## DISCOURS PROGRAMME

prononcé par

Mr Joseph KASONGO

Vice - Premier Ministre

Chargé de la Coordination Economique



Les plans de développement d'industries lourdes au départ d'importantes sources d'énergie nouvelle, comme celle que produirait le projet très bien étudié d'Inga peuvent être négociés dès à présent. Ils nécessiteront toutefois des investissements considérables, l'affermissement de notre crédit et la formation des cadres de tous niveaux que nous avons inscrits en tête de notre programme.

Une tâche aussi vaste que celle de la création d'une Economie de Développement dans un pays nouveau est une tâche d'optimisme et de confiance. A nous de la mériter par une discipline plus grande, le sacrifice de nos personnes au bien commun, un patriotisme basé sur la fierté de notre patrimoine national et culturel. Mais n'oublions pas que nous devons moins parler et mieux travailler, moins discuter et mieux obéir et que si nous devons nous mêmes construire notre pays nous avons besoin de l'aide confiante et amicale du monde extérieur.

La tâche immédiate du gouvernement est de formuler dans le détail les principes de son programme de Développement qui n'ont pu être qu'esquissés ici et qui nécessitent une étude approfondie urgente. A cet égard le Gouvernement et son Comité de Coordination économique doit constituer dans un délai très court un *Conseil Scientifique et Technique*.

Les spécialités suivantes doivent y être représentées :

- formation des cadres ;
- développement économique ;
- problèmes monétaires ;
- finances publiques ;
- sciences juridiques ;
- socio économie ;
- agronomie ;
- hydrologie ;
- conservation des ressources naturelles ;
- développement communautaire ;
- construction de routes ;
- énergies électrique ;
- exploitation minière ;
- géologie ;
- santé publique ;
- zootechnie.



Il nous faut accorder une priorité immédiate au *Développement Communautaire* pour améliorer les conditions de vie et le niveau économique des travailleurs ruraux. Des réalisations très intéressantes sont en cours en de nombreuses régions d'Afrique qui nous serviront de guide précieux. L'immense étendue et la grande diversité géographique du Congo imposeront toutefois une sérieuse étude préalable et très probablement l'adoption de plusieurs variantes de Développement Communautaire. Ces variantes auraient grand avantage à tenir compte non pas des divisions administratives mais des réalités biologiques et économiques que constituent les régions dites *naturelles* dont le climat, la végétation, les sols, l'agronomie, les facteurs humains et économiques sont semblables.

L'industrialisation privée de petite et de moyenne grandeur sera encouragée et soutenue par tous les moyens. Priorité doit être accordée à la fabrication locale des articles d'équipement ménager et sanitaire, de l'outillage aratoire et artisanal, des matériaux ferreux de construction, des contenants de toutes catégories, etc. Il est inadmissible que le Congo reste obligé d'importer de la vaisselle, des postes de radio, des houes, des vis et des boîtes de conserve. Nos devises étrangères trouveront un meilleur usage dans l'achat d'équipement industriel et de produits rares. L'industrie locale doit profiter de la phase actuelle de restriction des importations. Il est bon de dire que les rétablissement prématuré de la liberté d'importations mettrait en péril le développement des entreprises locales, la mise au travail de la main d'œuvre urbaine et l'essor économique et sociale du pays.

Les ressources minières du Congo restent largement non développées. D'autres miracles miniers que ceux du Katanga et du Kasai sont possibles tant au Kivu qu'au Bas Congo. *Le Service Géologique* actuellement en complète stagnation et qui n'a jamais été suffisamment développé devra accomplir des tâches précises et suivant un calendrier rigoureux notamment pour l'établissement de la carte géologique du pays. *Le Service des Mines* sera développé avec un *Centre de recherches minières* bien équipé. Parmi les tâches immédiates du Développement économique se trouve l'encouragement aux prospections et aux exploitations minières dans le respect des conventions établies et du droit minier international mais suivant un programme de réalisations exécuté dans un temps déterminé. Le principe de la mise en valeur des gisements découverts dans un délai de temps convenu est évidemment très important pour le développement du pays. Ce même principe de temps limite doit être à la base de l'utilisation des terres, problèmes majeur de l'essor du pays.

Pour définir le programme de son département le Vice-Premier Ministre a prononcé le discours dont voici les textes :

Le Gouvernement doit exprimer sa politique économique et sociale. Il doit réaliser la coordination de ses départements.

Le présent gouvernement exprime clairement ce souci, deux Vice-Présidences du Conseil ayant été créées l'une pour la Coordination économique, l'autre pour les questions sociales.

A. — La première tâche du Gouvernement est d'instaurer d'urgence, en collaboration avec le Conseil Monétaire, les indispensables mesures conservatoires. La situation actuelle est si grave qu'il s'agit là d'une œuvre de salut public.

A ce propos il faut intervenir immédiatement dans les cinq domaines suivants :

1) *Luttes contre l'exportation non contrôlée des produits agricoles* tels que café, coton, thé et le *trafic frauduleux de matières précieuses* telles que le diamant et l'or. Plusieurs centaines de millions échappent en ce moment à l'économie du pays, et aggravent aussi la crise monétaire. Les mesures principales à prendre sont :

- a) création d'une forte inspection financière se composant d'une véritable police douanière, d'une inspection budgétaire et comptable ;
- b) Obligation de vente des produits agricoles industriels à des *coopératives officielles* avec paiement à 40% en devises étrangères et ouverture de *Bureaux d'achat officiels* pour certaines matières précieuses. Obligation de réutilisation d'une partie de ces devises pour l'importation ;



c) *Transport contrôlé des produits exportés* jusqu'aux frontières au départ des coopératives et des Bureaux d'achat ;

d) *Surveillance des activités commerciales des étrangers* et la vérification d'enregistrement des sociétés commerciales introduites par les étrangers.

2) *Règlement de l'actif et du passif financier entre la République du Congo et la Belgique* dans un large esprit d'entente et avec l'aide, pour le Congo, de Conseillers de la Banque Mondiale.

3) *Encouragement aux investissements existants et relance économique de l'infrastructure* héritée de l'économie coloniale.

Compte doit être tenu des droits concédés mais aussi de la nécessité de mise en exploitation des terres et des gisements découverts dans des délais à fixer suivant les normes internationales.

4. Etablissement dans un délai très court de l'inventaire détaillé des ressources naturelles, en particulier des mines et des terres, actuellement exploitées et de celles attribuées mais non mises en valeur.

5) Instauration d'un régime de discipline sévère pour tous les fonctionnaires de l'Etat et maintien de l'ordre et de la tranquillité dans toutes les régions du pays.

6) Interdiction aux étrangers de s'occuper du commerce du détail des vivres indigènes tels que poisson salé, riz farine de manioc et de maïs etc ... afin de les orienter à l'installation des usines de fabrication dont les congolais ne sont pas encore matériellement capables.

7) Lutte contre la corruption, la concussion et le détournement de fonds publics.

B. — Pendant que s'opèrera le sauvetage de notre économie ancienne, le gouvernement doit instaurer une *économie nouvelle de développement*.

Celle-ci est basée sur l'expansion des industries de transformation locales, sur l'extention d'un marché intérieur facilitée par la résorption du chômage et sur l'exportation de matières traitées et de produits finis. Une économie de développement bien conçue est le

quelques sujets seulement et, suivant les prévisions numériques établies par le Comité interministériel de coordination et de développement économique.

L'organisation actuelle de l'éducation nationale sera efficacement soutenue et encore développée surtout dans le domaine professionnel et artisanal. De nouvelles formations artisanales devront notamment être envisagées dans les domaines minier, agricole et communautaire.

Nous nous sommes étendus longuement sur les principes généraux de la formation des cadres nécessaires au développement économique du pays parce qu'il s'agit là de la fondation même de l'édifice que nous allons bâtir.

Dans le développement économique du pays il y a des actions qui peuvent être entreprises tout de suite parce qu'elles ne nécessitent pas dans l'immédiat des cadres techniques nombreux, parce que nous avons hérité d'études bien faites des projets et parce que des firmes privées sont capables de les mener à bien. Nous citons dans ce domaine tout particulièrement la construction de grands axes routiers à surface dure, le développement d'une industrie hôtelière favorisant le tourisme source appréciable de devises étrangères et qui permet une connaissance meilleure du Congo aux hommes d'affaires et visiteurs de tous pays.

La production agronomique restera la base économique la plus stable de notre pays dont la population est très largement rurale. L'INEAC doit être relancé avec un nombre suffisant de chercheurs pour soutenir les grandes productions agricoles de coton, huile, caoutchouc, sucre, riz etc. Ces produits permettent le développement aisé d'industries de transformation : textile, savon, margarine, huile de table, pneus, amidon, cellulose, alcool et les bases de l'industrie chimique qu'il est si important de créer dans le pays, notamment l'industrie des engrais chimiques. La production vivrière et animale de consommation locale et d'exportation doit être intensifiée. Le Congo possède en effets des régions où les conditions sont très semblables à celles du Kenya et de l'Afrique du Sud. L'économie nationale et la santé des populations bénéficieront grandement d'une production intensive de légumes, fruits, produits laitiers, viande que le grand axe routier de Bukavu à Stanleyville permettra d'écouler rapidement.



en Lettres seront après quelques années prêts à entrer dans les Universités existantes. En trois années supplémentaires (pour le Droit, l'Agronomie, la Mécanique etc...) ou quatre années supplémentaires (pour la médecine humaine et la médecine vétérinaire) ils obtiendront dans les Universités établies au Congo ou à l'étranger les diplômes légaux indispensables. La situation actuelle où la majorité des stagiaires sont envoyés à l'étranger sans formation préalable sera ainsi utilement redressée et la préférence pourra dans peu d'années être accordée à des étudiants déjà Candidats, imprégnés d'une bonne formation de base acquise dans leur propre pays.

La réalisation des Collèges Universitaires sera très aisée à Lwiro (pour le Kivu) où existent déjà de très belles installations de l'IRSAC et à Elisabethville où l'Université n'a pas encore dégagé clairement son action et dont le rôle sera ainsi prudemment limité au début. Plus tard il sera opportun d'envisager l'établissement à Elisabethville, comme prolongement de son Collège Universitaire, d'une *Faculté polytechnique* d'ingénieurs mécaniciens, électriciens, de génie civil etc. pour laquelle la région est prédestinée avec notamment l'avantage d'un recrutement sur place relativement aisé de plusieurs professeurs à temps partiel.

Ainsi pourrions-nous obtenir une judicieuse distribution régionale de notre effort de formation des élites. Les chances de formation deviendront plus égales pour les jeunes gens dans toute l'étendue du territoire, les vocations seront mieux diversifiées et le pays disposera d'une représentation géographique adéquate de l'ensemble du territoire.

Comme annexes aux *Collèges Universitaires* un enseignement technique très spécialisé et de haute qualité d'une durée de deux ans est prévu qui sera ouvert à tous les éléments qui en raison d'une défaillance partielle n'auraient pas réussi soit l'examen d'entrée au Collège Universitaire, soit la première année de Candidature. Ces éléments dotés d'une instruction moyenne complète ne peuvent être rejetés dans la Société. Le Plan Economique de Développement a un besoin très grand de dessinateurs industriels, de conducteurs de travaux, de chefs de chantier, de techniciens chimistes, de radioélectriciens, de mécaniciens de précision, de secrétaires, de bibliothécaires etc. Des *sections techniques* sont prévues à cet effet en annexe de *Collèges Universitaires*. Loin de fournir toutes les formations techniques elles se spécialiseront d'après la vocation des lieux en

seul moyen d'assurer l'augmentation du standard de vie de la population et l'indépendance réelle et politique financière du pays.

Le moment est venu pour le Gouvernement de formuler les principes fondamentaux de sa politique économique de développement et d'en déterminer les règles. L'inventaire doit être établi des ressources naturelles du pays, celles qui sont renouvelables des eaux, des forêts et des cultures agronomiques et celles qui ne sont pas renouvelables de minerais et dans une large mesure aussi des sols. Cet inventaire doit guider notre action tant dans le domaine de la conservation que de l'utilisation des ressources naturelles.

Il ne faut point oublier aussi la ressource naturelle essentielle d'un pays qui est sa population de travailleurs de toutes catégories.

En réalité dans un pays qui est largement rural c'est en définitive le rapport entre l'homme et la Nature qui est à la base de tout développement raisonnable. L'industrialisation elle-même ne peut être appliquée aisément sans une série de conditions préalables telles que l'existence d'un marché extérieur ou intérieur et la disposition de techniciens capables.

Une économie de développement présuppose un nombre important d'hommes ayant reçu un niveau d'instruction adapté à la mise en œuvre des techniques les plus utiles.

Une économie de développement demande des formes d'enseignement spécialement adaptées à la formation des premiers cadres techniques de rang supérieur et de rang moyen.

Ces cadres doivent être constitués rapidement sans avoir cependant recours à la formation accélérée toujours insuffisante. Les cadres nécessaires au développement initial de l'économie d'un pays doivent être de très haute qualité ce qui implique des écoles techniques et des écoles universitaires de niveau très élevé.

La formation des cadres constitue la tâche primordiale de première priorité. Elle représente une dépense de préinvestissement indispensable et doit bénéficier de la majorité de l'assistance technique disponible. Les techniciens de nos Institutions de recherche (INEAC, IRSAC, MINES etc...) doivent consacrer une partie de leur temps à la formation des cadres nationaux. Le pays ne peut en effet envisager ni financièrement ni politiquement de dépendre au



délà d'une période raisonnable de transition d'une majorité de techniciens étrangers.

Ceux-ci seront d'autant plus bienvenus dans l'avenir qu'ils pourront confraternellement travailler avec des intellectuels congolais de valeur. Il est bon aussi de rappeler que la présence de techniciens étrangers sera toujours souhaitable dans l'avenir pour que le pays participe pleinement à l'évolution rapide du monde technique.

L'adoption prématurée de plans ambitieux d'industrialisation avant que les cadres techniques nationaux suffisants ne soient constitués serait aussi extrêmement imprévoyante et même dangereuse.

La formation des cadres nécessaires au développement doit être réalisée suivant un plan étalé de cinq à dix ans et sur la base de l'estimation du nombre minimum nécessaire de techniciens de rang supérieur : agronomes, administrateurs, économistes, juristes, ingénieurs, médecins, vétérinaires etc... et de techniciens de rang moyen : chimistes, conducteurs de travaux, électriciens, dessinateurs, mécaniciens, radio météorologistes, moniteurs, secrétaires, etc... Il faut aussi éviter qu'un nombre trop élevé de techniciens ne soit formé qui dépasserait dans quelques années les disponibilités de carrière.

Le pays a hérité d'une pyramide éducationnelle de valeur avec une très large base d'enseignement primaire, un enseignement moyen de qualité et deux Universités dont l'une a déjà acquis une enviable notoriété.

Il existe cependant un problème difficile partout en Afrique au niveau des institutions d'enseignement moyen dont il sera presque impossible d'assurer la valeur égale faute surtout d'un nombre suffisant de professeurs qualifiés avant dix ans et plus. Grand est d'autre part le nombre des jeunes gens, surtout dans les régions à haute densité de population, qui ne dépassent pas le stade des 3 ou 4 post-primaires.

Ils étaient autrefois en partie résorbés par les postes de clercs et de capitas. Mais dans une société moderne de développement il faut des éléments de formation plus poussée et spécialisée. Ces jeunes gens n'ont actuellement aucune possibilité, même pour les meilleurs d'entr'eux, de remplir une fonction utile pour le progrès de leurs pays. Ils n'ont aucune chance de pouvoir obtenir des bourses d'études.

Par ailleurs les Universités d'Afrique souffrent dans l'ensemble d'un manque d'étudiants bien préparés pour aborder l'épreuve ardue de l'enseignement supérieur. L'orientation de la jeunesse africaine vers les carrières nécessaires au développement doit aussi entrer dans les préoccupations d'un gouvernement éclairé. Car qui dit développement dit Science, dit savoir, dit l'instruction, le succès industriel repose sur l'habileté professionnelle, sur l'ordre et l'épargne, sur les avantages commerciaux.

Au point de vue de la production, l'intelligence est et sera toujours le premier des outils. Cultiver des facultés de l'esprit de chaque individu et exercer les aptitudes de la main qu'Aristote appelait, à juste titre, il y a mille ans l'instrument des instruments devient plus nécessaire que jamais, si l'on ne veut pas marcher à la remorque des autres nations.

Le peuple qui a les meilleurs écoles est le premier peuple, s'il ne l'est aujourd'hui, il le sera demain. La richesse intellectuelle, est après la vertu, le premier des biens et elle est la source de tous les autres biens, même au point de vue économique c'est la plus productive. La richesse totale doit nécessairement augmenter à mesure qu'elle est produite par des ouvriers plus habiles. Par le mot ouvrier, il faut entendre ici, tous collaborateurs de la production, sans exception, car l'instruction professionnelle est non moins utile au patron qu'à l'apprenti.

Il apparaît dès lors essentiel de créer en plusieurs points du pays, là où la population est très dense et où le nombre de jeunes gens ayant effectué de 4 à 6 années d'études post-primaires atteint parfois plusieurs centaines (le Bas-Congo, région orientale, le Kivu, le Haut Katanga, le Kasai), des centres adaptés à la formation de cadres moyens très spécialisés et de cadres supérieurs du niveau des candidatures avec en vue essentiellement le développement économique du pays.

Le noyau de ces centres sera constitué par un *Collège Universitaire de Candidatures* menant en deux années d'enseignement des sciences de base vers la *Candidature en Sciences* ou la *Candidature en Lettres*. Une *Section préparatoire* permettra en un ou deux ans suivant les cas de mener chaque année des centaines de jeunes gens au stade de l'examen d'entrée au *Collège Universitaire de Candidatures*. Des centaines de *Candidats en Sciences* et de *Candidats*



ORG 200/5 Re  
35-02

ORGANISATION DES NATIONS UNIES  
AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION  
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

Leopoldville, 6th August 1963

To : Mr. J. Brecks, Deputy Chief, Div. Operations - Royal 200  
From : A. Succar, Foreign Aid Section, Economic Coordination.

Referring to our telephone conversation, I have the pleasure to send you enclosed 6 copies of the reprint of Mr. Kasongo's speech.

ENCLOSURES : 6

Outgoing Code Cable*Alr*

Routine

To: Mr. G. Lansky, Fieldserv, New York  
From: Seward, Leopoldville  
Date: 2 August, 1963.  
Re:

Civilian Operations consider Edith Knoll, P. 3, ONUC staff member, suitable for post adviser on technical assistance, Bureau Economic Coordination under project 39-35-02. After having reviewed file and interviewed Knoll, Barakat, Director Bureau Economic Coordination recommends her appointment this post in view her past experience similar work with ICA. Before submitting candidature to Government would appreciate knowing whether this transfer meets with your approval. Should you agree, it is intended to replace Knoll by internal transfer. Knoll was assigned to ONUC 30 July 1961 and present contract expires 29 January 1964. Since her arrival staff member successively held following positions in personnel section: in charge placement general services staff and later coordinator; internationally recruited staff unit; head of locally recruited unit; head of administrative support unit, post she presently holds. Would be grateful for your early reply.

cc: Mr. James R. Brooks  
Mr. A. Barakat

INFO. COPY

Action To .....  
File No. ....



ACTION	
CIVILIAN MILITARY	
Civops	

TEC 540/1

35-02

30-11

30-01

80-05

DELIVERED TO:

LLP

MASTERS

P.A.

F.S.

L.T.M.

W.M.O.

WELFARE

YC193 NY 157 2 21362 ;

LTF

ONUC

LEO ;

5129 GILPIN PLEASE OBTAIN THROUGH BCE GOVERNMENT REQUEST FOR ALLOCATION FROM CONTINGENCY FUND OF EXECHAIRMAN TAB OF HALF MILLIEN DOLLARS TO FINANCE FROM SEPTEMBER 1963 UP TO END 1964 ALL EXPERT POSTS IN BCE, POST OF PRESIDENT MONETARY COUNCIL AND AS MANY POSTS AS POSSIBLE OF ;

P2 ;

PUBLIC FINANCE PROJECT. PLEASE ALSO UUBMIT REQUEST TO LEONARD BTAO FOR ALLOCATION FROM UNATIONS REGULAR PROGRAMME TO COVER FOR SAME PERIOD 3 POSTS OF ADVISERS PUBLIC ADMINISTRATION, 1 POST OF EXPERT POWER ECONOMICS AND DEVELOPMENT. COST ESTIMATES SHOULD BE SHOWN SEPARATELY FOR 1963 AND 1964 TAKING INTO ;

P3/57 ;

ACCOUNT TIME LAG INLRECRUITMENT FOR VACANT POSTS. BOTH OWEN AND LEONARD WILLING GIVE SYMPATHETIC CONSIDERATION TO

THESE REQUESTS IN VIEW SERIOUS EMERGENCY CONGO FUND NOT ARE UNABLE TO MAKE ANY COMMITMENTS WHATSOEVER. BOTH REQUESTS SHOULD BE SENT WITH COMPLETE DEPAILED JUSTIFICATION AND JOB DESCRIPTIONS. INSTRUCTIONS ON PREPARATION CONTINGENCY FUND REQUEST BEING POUCHED ;

AMACFYZE "

COL 5129 1963 1964 3 1 1963 1964 "





Ref: Civops 972/63

2 August 1963

To: Mr. G. Fulcheri, Deputy Chief  
Civilian Personnel

From: James H. Brooks, Deputy Chief  
Civilian Operations

Subject: Candidature of Mr. Nicolas Ata Sarkis

Reference is made to the memorandum from Miss Gray to Mr. Ahmed, dated 2 May 1963, in which the matter of the candidature of Mr. Sarkis was raised.

.... I am pleased to attach herewith a memorandum from Mr. Barakat in which he suggests that Mr. Sarkis be considered as a candidate to be recruited through the Ford Foundation programme for the Bureau of Economic Co-ordination.

Will you kindly request New York to raise this with Mr. Heaps of the Ford Foundation.



35-02

ACTION	
CIVILIAN	MILITARY
<i>Civilian</i>	<i>C2</i>

YC35 NY 25 30 1845Z ;

LTF

ONUC

LEO

5050 GILPIN YOUR 4865 AGREE THAT IGUMS  
APPOINTMENT SHOULD AWAIT SETTLEMENT QUESTION OF TRANSFER  
FELLOWSHIP SECTION FROM FOREIGN AFFAIRS TO BEC ;

AMACHREE "

COL 5050 4865 "

Mr. Brooks



35-02  
T. 250/2/4

Réf: Civops 941/63  
File: 35-02

le 30 juillet 1963

A: Monsieur A. Barakat, Directeur du  
Bureau de Coordination économique

De: James R. Brooks, Chef adjoint  
des Opérations civiles

Objet: Visite de Messieurs Ribo-Cebrian et Thomason à Elisabethville,  
11-15 juillet 1963

.... Je vous adresse, ci-joint, pour votre information, copie d'un rapport  
rédigé par M. Ribo-Cebrian à la suite de la visite qu'il a effectuée à  
Elisabethville avec M. Emmett Y. Thomason, Conseiller en matière d'approvision-  
nement, USAID/Léo.

cc/ Mr. Thomason



No. 439/BCE/63

Monsieur Jacques Schoellkopf  
Chef du personnel civil

Awad Barakat *X*  
Directeur, Bureau de Coordination Economique

Agrément de candidature - Madame Knoll-Kauders

Faisant suite à de récents entretiens au sujet de cette candidature, j'ai le plaisir de vous confirmer notre accord de principe pour l'engagement de Madame Knoll-Kauders comme Chef de la Sous-Section d'assistance technique au Bureau de Coordination Economique.

AB/bc

cc. M. James R. Brooks *✓*



File  
66

35-02

433/BGE/63

29 juillet 1963

Monsieur Gualtiero Fulcheri  
Chef adjoint du Personnel Civil

Awad Barakat *AA*  
Directeur, Bureau de Coordination Economique

M. Julius Prieto-Nuss

Je me réfère à votre memorandum du 22 juillet 1963 adressé à M. Brooks sur le sujet en rubrique.

Avant de me prononcer, j'aimerais savoir quels sont les diplômes de doctorat de M. Julio Prieto-Nuss et s'il est parvenu au doctorat. Dans l'affirmative, quel est le sujet de sa thèse et s'il s'agit d'un doctorat d'Etat ou d'Université.

Si les renseignements obtenus sur son compte sont favorables, le poste que j'envisage de pourvoir au Bureau de Coordination Economique, et peut-être susceptible de convenir à M. Prieto-Nuss, est celui de Chef de la Sous-Section d'aide financière. La Section d'aide étrangère du Bureau de Coordination Economique est subdivisée en trois sous-sections qui sont:

La sous-section d'aide financière
" " " d'assistance technique
" " " des bourses d'études.

cc. M. Brooks ✓

INFO. COPY 212

AB/bc

Action 10.....

File No.





35-02

UNATIONS  
NEW YORK

ONUC \_\_\_\_\_ FIELD SERV FROM TWIGT. YOUR AR 84/2. PLEASE SPECIFY WHETHER  
JULES PRIETO-NUSS OBTAINED A DOCTORATE AND, IF SO, HIS DIPLOMAS AND  
THE SUBJECT OF HIS THESIS. THIS INFORMATION NEEDED BY BARAKAT WHO IS  
REVIEWING CANDIDATURE.

cc: Mr. James R. Brooks  
Mr. A. Barakat

INFO. COPY 222

Action \_\_\_\_\_

File No. \_\_\_\_\_



AB/Jp

A. Buccianti  
G. Fulcheri  
B. Twigt  
29 July 1963.



UNITED NATIONS — NATIONS UNIES

35-02

INDICATE  
PRIORITY

S V C Service	FFFFF Routine	X	SSSSS Priority	PRIORITE NATIONS
------------------	------------------	---	-------------------	---------------------

Priorité Nations traffic  
is strictly limited.

N R

Address(es)

UNATIONS  
NEWYORK

29 July 1963

(TEXT & SIGNATURE)

insert prefix & / or number as required

USE DOUBLE SPACING.

ONUG 4865. AMACHREE AIMED FROM GILPIN.

REUR 4727 BARAKAT HAS INTERVIEWED IGUM AND CONSIDERS HIM SUITABLE  
TAKE CHARGE FELLOWSHIPS SECTION UNDER PROJECT 3502. HOWEVER, BELIEVE  
ADVISABLE AWAIT SETTLEMENT QUESTION OF TRANSFER FELLOWSHIPS SECTION  
TO BUREAU ECONOMIC COORDINATION FROM MINISTRY FOREIGN AFFAIRS  
BEFORE MAKING DECISION THIS APPOINTMENT.

cc: Mr. Shhoellkopf  
Mr. Barakat

2500 x 200 — Inn. Plateau 11267

T. O. R.

BY :

T. O. D.

For clearance

Mr. J. Brooks

Drafted by :

Authorized :

Date :

A. C. Gilpin

29 July 1963



## UNITED NATIONS — NATIONS UNIES

INDICATE  
PRIORITY

L T F		S V C Service	F F F F F Routine	S S S S S Priority	P R I O R I T E N A T I O N S
-------	--	------------------	----------------------	-----------------------	----------------------------------

Priorité Nations traffic  
is strictly limited.

N R

(Address es)

UNATIONS  
NEW YORK

(TEXT &amp; SIGNATURE)

insert prefix &amp;/or number as required

USE DOUBLE SPACING.

ONUC \_\_\_\_\_ AMACHREE AHMED FROM GILPIN. YOUR 4727.

AGREE RECOMMEND AFTER DISCUSSION BARAKAT.

(i) Am yet to approve

(ii) Await settlement question jurisdiction  
Bureau / Min. F.A.

*Schoellkopf*  
cc: Mr. Falcheri  
~~Mrs. Buccianti~~  
Mr. Barakat

C. 81472

T. O. R.

T. O. D.

BY:

Drafted by : J.R. Brooks

Authorized : A. Gilpin

Date : 25 July 1963



Mr. Buccianti will  
arrange for Igum to  
see Barabot.



RECEIVED

CHIEF

*Law*

1963 JUL 12 20:12

JUL 13 1963

ACTION

PER 320

35-02

TEL 320/2

TO:	<i>Mr. Nichols</i>
1	222
2	
3	
<input type="checkbox"/> - A	Completed
<input type="checkbox"/> - A	Wedged
<input type="checkbox"/> - N	Not Required
IN	

*Chiefs*  
*(C2)*

YC154 NY 27 12 20132 ;

LIF

ONUC

LEG ;

4727 AMED YOUR 4489. DO YOU RECOMMEND TRANSFER OF GEORGE IGUM  
TO POST OF PROFESSIONAL OFFICER IN CHARGE OF FELLOWSHIPS  
UNDER PROJECT 35-02 ;

AMACHREE "

COL 4727 4489 35-02 "



TELEGRAM DELIVERED TO:	
C.C.U.	MAILS
C.F.A.	MAILS
PUB. WP.	P.X.
I.S.A.O.	F.A.O.
V.I.O.	I.T.U.
ACCUR.	W.M.O.
LANCER	WELFARE
FOOT	
MILITARY RECEPTION	

ZINN "



UNATIONS  
NEW YORK

4489  
ONUC FIELDWORK FROM THIST. CIVILIAN OPERATIONS  
CONSIDER GEORGE IGUN, ONUC STAFF MEMBER, SUITABLE TO  
FILL POST OF PROFESSIONAL OFFICER IN CHARGE OF FELLOU-  
SHIPS, BUREAU OF ECONOMIC COORDINATION, UNDER PROJECT  
35-02. BEFORE SUBMITTING CANDIDATURE TO GOVERNMENT,  
WOULD APPRECIATE KNOWING WHETHER THIS TRANSFER MEETS  
WITH YOUR APPROVAL. IGUN WAS ASSIGNED TO ONUC  
16 OCTOBER 1960 AND PRESENT CONTRACT EXPIRES 15 OCTOBER  
1963. SINCE HIS ARRIVAL STAFF MEMBER SUCCESSIVELY HELD  
FOLLOWING POSITIONS: ADMINISTRATOR "LOVANIA OPERATION",  
SENIOR ADMINISTRATIVE OFFICER, ELISABETHVILLE - CHIEF  
OF SUPPLY AND PURCHASE CONTROL SECTION - CHIEF OF TRANS-  
PORT AND COMMUNICATIONS SECTION AND ACTING ADMINISTRATIVE  
OFFICER, JADOTVILLE. WOULD BE GRATEFUL FOR YOUR EARLY REPLY.

cc: Mr. James H. Brooks

18/30

A. Desclanti  
G. Fulcheri  
G. Tugit  
19 July 1963.



7 35-02  
T 211

JB/rm

L. 101/63  
File: 35-02

29 July 1963

To : Mr. G.K.J. Amachree  
Under-Secretary in charge of Congo  
Civilian Operations

From : James R. Brooks  
Deputy Chief, Civilian Operations

Subject : Trip of Messrs. Ribó-Cebrian and Thomason to Elisabethville  
11-15 July 1963

....

I am pleased to send you herewith copy of an excellent report prepared by Mr. Ribó-Cebrian in connection with a trip which he has just made to Elisabethville with the USAID/Leo Supply Adviser, Mr. Emmett Thomason. Mr. Ribó-Cebrian makes some very excellent recommendations in connection with the discussions which took place in Elisabethville and which we will make every effort to implement in the coming months.



35-02  
30-01

JB/rm

CivOps. 940/63  
File: 35-02

29 July 1963

To : Mr. W. Jenssen  
President, Monetary Council

From : James R. Brooks  
Deputy Chief, Civilian Operations

Subject : Trip of Messrs. Ribó-Cebrian and Thomason to Elisabethville  
11-15 July 1963

....

I am sending you herewith copy of a report made by Mr. Ribó-Cebrian on a trip recently made to Elisabethville to co-ordinate the procedures of imports, particularly imports under the USAID programme.

In connection with this visit, Mr. Ribó-Cebrian points out in his conclusion and recommendations the need for more information, liaison and co-operation in matters of import control. In addition, he raises the question of the rate of exchange of the dollar, pointing out that the CF. 50 to \$1 is used for importation under the AF and PA systems as compared with the CF. 65 to \$1 rate which is used in connection with importation under Title I.



35-02  
D.94

JB/rm

CivOps. 952/63  
File: 35-02

29 July 1963

To : Mr. M. Larcher  
Chief, Public Works

From : James R. Brooks  
Deputy Chief, Civilian Operations

Subject : Trip of Messrs. Ribó-Cebrian and Thomason to Elisabethville  
11-15 July 1963

I am quoting hereunder a paragraph which appears in a report submitted by Mr. Ribó-Cebrian, ONUC Adviser, Office of Supply in connection with a trip which he made to Elisabethville accompanied by Mr. Emmett Thomason, Supply Adviser, USAID/Lec. A copy of your report on the Programme D Projects for Katanga was recently sent to the Minister of Economic Affairs.

"An important problem was raised by Mr. Kimba. It seems that after the disintegration of the Katangese Gendarmerie some thousands of gendarmes are unemployed, and many of them are roaming the "brousse" attacking cars and private plantations. A solution to this, according to Mr. Kimba, would be to enlarge the public works programme in general and to improve building in particular to help builders in importing material to carry out a large building programme in E'ville. It seems that financial groups are in agreement to present a complete programme for this purpose.

Another problem is the water-piping in E'ville. A complete study will be forwarded as soon as possible."



Requies  
27 juillet 1963 Jm3

430/562/63

35-02

M. E. HONNORABLE LE PREMIER MINISTRE

Contrôle des importations

Monsieur le Premier Ministre,

J'ai l'honneur de vous soumettre ci-joint une "Note sur le contrôle des importations" datée du 27 juillet 1963 et qui se propose d'atteindre deux objectifs:

a) Rendre le système actuel conçu pour le contrôle des importations et de l'approvisionnement plus expéditif et plus efficace. Etant donné qu'à notre avis ce système doit être supprimé le plus rapidement possible pour la sauvegarde des intérêts majeurs du Congo, nous nous sommes contentés de suggérer quelques modifications ou améliorations au système en vigueur sans toucher ses principes de base.

b) Essayer de rendre l'organisation relative à la haute direction de l'économie congolaise, plus rationnelle, plus cohérente et mieux adaptée aux besoins actuels.

En effet, du fait même que les questions économiques s'inscrivent en tête de l'actualité congolaise, plusieurs ministères ou organismes cherchent à s'occuper, en même temps, des problèmes économiques. S'il en est ainsi, on constate souvent des doubles-emplois et surgissent nécessairement des conflits de compétences qui ne manquent pas de nuire à la cohésion et à la coordination de la politique économique et de faire perdre du temps. C'est pourquoi la note annexée présente certaines suggestions qui permettent d'assurer un fonctionnement rationnel et efficace des ministères qui s'occupent des problèmes économiques.

Enfin, nous tenons à souligner que les propositions ou suggestions présentées dans la note annexée ne constituent que des idées générales qui devraient, en cas d'approbation de votre part, être concrétisées par des textes sous forme d'instructions, d'ordonnances ou de projets de loi.

Nous restons bien entendu à votre entière disposition et à la



disposition des ministres intéressés (Economie Nationale, Plan et Commerce Extérieur) pour donner toutes explications ou précisions demandées et pour préparer, le cas échéant, les textes requis.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de mes hommages les plus respectueux.

Dr. Awad Barakat



Léopoldville le 27 juillet 1963

## Note sur

### le contrôle des importations

1. Le fonctionnement du système en vigueur prévu pour le contrôle des importations n'est pas satisfaisant, de l'avis de tous les intéressés.

Il présente les défauts suivants:

- I. Le système est compliqué et lent
- II. Il est inefficace et permet des abus
- III. Le contrôle de l'exécution des quotas fait défaut ou n'est pas exercé rigoureusement ni parfaitement.
- IV. Le système actuel, par l'intervention de plusieurs ministères et administrations, a nécessairement créé des conflits de compétences.

La présente note, en soulevant ces questions, ne vise qu'à trouver des solutions qui contribueraient à remédier aux défauts, à combler les lacunes et à rendre le fonctionnement du système plus expéditif et plus efficace.

#### 1. Complications et lenteurs

2. Bien que l'Office d'Approvisionnement soit la pièce maîtresse sur laquelle repose le système, plusieurs ministères, administrations et organes interviennent dans son fonctionnement, à savoir:

- a) Les ministères intéressés qui sont au nombre de six: le Ministère de l'Economie Nationale, celui du Commerce extérieur, celui du Plan



et du développement industriel, ceux de l'Agriculture, des Finances et des Classes Moyennes.

- b) Les administrations sont au nombre de deux: le Conseil Monétaire et le Bureau de Coordination Economique.
- c) Les autres organismes qui interviennent sont 8: l'Office d'approvisionnement, l'Office d'industrialisation, les services parastataux, l'Office des licences, la Commission de change, l'Ordonnateur des devises, la Commission d'accréditation des importateurs, et enfin les banques agréées.

3. La multiplicité des ministères et des organes qui interviennent dans le système amène nécessairement une lenteur dans le fonctionnement et complique la tâche des agents chargés de l'exécution. D'où la double nécessité :

- a) d'établir des instructions précises et, le cas échéant, un diagramme qui définissent et délimitent clairement le rôle et les compétences de chaque agent intervenant dans le système.
- b) de réduire la procédure au strict minimum dans le double but d'éviter les lenteurs et d'éviter<sup>ou</sup>/de réduire les désaccords et les conflits entre les diverses administrations ou organes.

4. Ce double but peut être atteint par les mesures suivantes:

- a) Faire participer les délégués du Bureau de Coordination Economique à la préparation du programme de répartition des devises en collaboration avec l'Office d'Approvisionnement, l'Office d'Industrialisation et les Services parastataux. Cette participation permettrait de gagner beaucoup du temps qui est nécessaire à l'étude et à l'approbation du programme.

- b) Une fois le programme préparé, il sera transmis pour étude au B.C.E. Celui-ci vérifie si les règles de priorité sont respectées et s'assure, conformément à la note du Premier Ministre du 5 novembre 1962, que les



besoins courants du Congo pour chaque catégorie de marchandises sont satisfaites.

c) le B.C.E. soumet alors le programme à la Commission interministérielle pour <sup>discussive</sup> ~~discussion~~ et avis.

Bien que la procédure de base ne prévoit pas l'intervention de cette Commission dans l'étude du programme, nous sommes d'avis qu'il serait utile de connaître l'opinion des ministres intéressés avant de procéder à l'approbation du programme.

Dans le cas où des modifications seraient demandées par la Commission contrairement à l'avis du représentant du B.C.E., les modifications contestées seront soumises au Directeur du B.C.E. qui tranchera la question et, le cas échéant, en référera au Premier Ministre.

d) Après établissement et approbation de la liste d'attribution des quotas individuels, le délégué du B.C.E. auprès de l'Office d'Approvisionnement sera autorisé par le B.C.E. à apposer son visa sur les lettres d'attribution des quotas. Cette mesure permet encore de gagner du temps.

e) Actuellement, le programme de répartition des devises ainsi que des quotas se fait sur une base trimestrielle. Afin d'éviter les lenteurs et de décharger le travail de plusieurs administrations et de nombreux fonctionnaires, et surtout en vue de mieux assurer le ravitaillement du pays, nous suggérons l'adoption d'un programme semestriel et d'appliquer cette mesure pour le 4<sup>ème</sup> trimestre <sup>1963</sup> et le 1<sup>er</sup> trimestre 1964.

## II. Inefficacité et abus

5. Deux défauts majeurs rendent le système inefficace et permettent des abus flagrants. Il s'agit particulièrement:



a) de certains bénéficiaires de quotas qui ou bien n'ont pas les qualités ni les moyens nécessaires pour exercer le commerce d'importation, ou bien ne s'occupent pas de la distribution des marchandises dans les provinces.

b) des importateurs qui profitent du manque de précision dans la nature des marchandises faisant l'objet des quotas pour importer d'autres marchandises.

6. Pour remédier à ces deux défauts, nous suggérons:

a) que le Comité d'accréditation pour le registre des importateurs soit convoqué le plus rapidement possible pour établir les règles et critères à appliquer pour le choix des importateurs qui peuvent bénéficier des quotas, et procéder ensuite à l'enregistrement des importateurs qui répondent aux prescriptions et critères établis.

b) procéder le plus rapidement possible à indiquer pour chaque marchandise sujette à l'un des régimes 8 1 et 8 12 les numéros correspondants du Tarif douanier congolais.

### III. Contrôle de l'exécution des quotas

7. Il est absolument nécessaire de renforcer et de resserrer le contrôle de l'exécution des quotas et de relever les infractions. D'ores et déjà il est établi que le personnel qualifié pour exercer le contrôle à l'Of des Licences est nettement insuffisant.

### IV. Les conflits de compétences

8. L'importance même que revêt l'approvisionnement pour le pays tant pour assurer les besoins de consommation de la population que pour



satisfaire les besoins de l'économie congolaise sans que l'intérêt de plusieurs ministères et soulève l'intervention de plusieurs administrations ou organismes, d'où surgissent nécessairement des conflits de compétences.

Cependant, il nous semble que, en outre, une certaine confusion provient principalement du fait d'une distribution irrationnelle des attributions des ministères ou organismes intéressés ainsi que du manque d'une nette définition de leurs compétences respectives.

9. Il nous apparaît d'après les données du problème et à la lumière de l'expérience appliquée dans d'autres pays, que le ministère qui devrait s'occuper directement et en premier lieu des questions d'importations et d'approvisionnement se trouve bien être le Ministère de l'Economie Nationale. Il est bien entendu que d'autres ministères ou organismes peuvent avoir leur mot à dire. Le seul moyen raisonnable d'y parvenir est de les faire représenter dans une Commission ad hoc qui traitera, sous la présidence et les directives du Ministère de l'Economie Nationale, les questions présentant un intérêt commun.

Cela étant, les suggestions qui vont suivre ne visent pas seulement à résoudre le problème des importations et de l'approvisionnement dans cette période critique, qui est destinée à disparaître tôt ou tard, mais aussi à assurer un fonctionnement rationnel et efficace des ministères qui s'occupent directement ou indirectement des questions économiques, fonctionnement qui éviterait les conflits de compétences.

10. Le Ministère de l'Economie Nationale devra s'occuper des questions suivantes:

- commerce extérieur et intérieur
- la négociation et la conclusion des accords de commerce et de paiement avec les pays étrangers, en collaboration avec le Conseil Monétaire.



- l'approvisionnement et les importations
- la fixation et le contrôle des prix
- la fixation et la modification des tarifs douaniers en collaboration avec le Ministère des Finances et le Ministère de l'Industrie.

L'Office des Licences devrait être détaché du Conseil Monétaire pour constituer un service du Ministère de l'Economie Nationale. Accorder les licences ou les refuser relève uniquement du Ministère de l'Economie Nationale, qu'il y ait un contrôle des changes ou non.

Par contre, la Direction de l'industrialisation devra être détachée du Ministère de l'Economie Nationale pour constituer le noyau du Ministère de l'Industrie.

En plus des attributions sus-mentionnées, le Ministère de l'Economie Nationale devra exercer les tâches suivantes:

- la tenue du Registre du Commerce
- la tenue du Registre des marques déposées et brevets d'inventions
- l'enregistrement et le contrôle des sociétés nationales et des sociétés étrangères qui exercent une activité dans le pays
- la tenue des registres et le contrôle des représentations commerciales étrangères ou les représentations de sociétés étrangères exerçant une activité dans le pays.

11. Le Ministère du Commerce extérieur sera transformé en Ministère de l'Industrie. A cet effet, la Direction de l'industrialisation sera détachée du Ministère de l'Economie Nationale pour constituer le noyau du nouveau ministère. D'autre part tous les problèmes de l'industrialisation relevant actuellement du Ministère du Plan seront traités par le Ministère de l'Industrie.



Le Ministère de l'Industrie s'occupera en particulier des problèmes suivants:

- la tenue du registre des industries
- la collection des renseignements et des statistiques industrielles
- les autorisations d'installation des nouvelles industries ou l'agrandissement des industries existantes
- les instituts professionnels industriels et les laboratoires et les recherches industrielles ainsi que les conseils à fournir pour les études industrielles, l'organisation des entreprises et les rendements.

12. Le Ministère du Plan et du développement industriel traitera les questions suivantes:

- la préparation du plan de développement économique tant du secteur public que du secteur privé
- la préparation du budget de développement financé par l'Etat, les provinces ou les Services parastataux
- les Services de statistiques générales du Congo seront rattachés à ce ministère
- la poursuite de l'exécution de tous les projets de développement financés par l'Etat
- la négociation et la mise à exécution du financement extérieur des projets de développement en collaboration avec le Conseil Monétaire et le Ministère des Finances.



2 août 1963

446/BGE/63

NOTE A S.E. MONSIEUR LE PREMIER MINISTRE

Etude de la loi organisant le contrôle du  
commerce extérieur et le contrôle des changes

\*\*\*  
Faisant suite à votre demande annotée sur la lettre de  
Monsieur le Président de la Chambre des Représentants du  
11 juin 1963 ci-jointe, au sujet de la loi organisant le  
contrôle du commerce extérieur et le contrôle des changes,  
j'ai l'honneur de vous présenter une étude exclusivement  
technique de ladite loi et qui relève dans sa première partie  
les principales modifications apportées à la législation en  
vigueur et comprend, dans sa seconde partie, une analyse  
critique des nouvelles dispositions.

  
Dr. Awad BARAKAT



Etats de la loi organisant le contrôle du commerce  
extérieur et le contrôle des changes

I. Modifications introduites par la nouvelle loi

La loi, votée mais non encore promulguée, reprend les dispositions essentielles du Décret-loi du 29 juin 1961; elle supprime les autres dispositions tout en laissant aux Ministres du Commerce extérieur, de l'Economie nationale, des Finances et à la Commission de change le soin d'édicter, chacun en ce qui le concerne, les modalités d'application.

Ladite loi apporte les modifications essentielles suivantes:

- (a) Le ministre compétent en matière d'importations et d'exportations et de contrôle des changes devient le Ministre du Commerce extérieur, à la place du Ministre de l'Economie nationale.
- (b) L'Office des Licences est transféré du Conseil Monétaire au Ministère du Commerce extérieur, tout en maintenant le siège de l'Office auprès du Conseil Monétaire.
- (c) La composition de la Commission de change est modifiée. Elle est présidée par un haut fonctionnaire du Ministère du Commerce extérieur au lieu d'un haut fonctionnaire du Ministère de la Coordination Economique et du Plan, tandis que les Directeurs de l'Office des Licences, de l'Office d'Approvisionnement et de l'Office des Changes n'ont plus une voix délibérative mais uniquement consultative.
- (d) Enfin, le Bureau de Coordination Economique est complètement ignoré par la nouvelle loi. Bien qu'aucune disposition ne vise clairement le Bureau de Coordination Economique ou ne soit nettement contraire aux responsabilités du Bureau de Coordination Economique qui découlent de l'Ordonnance No. 136, il semble difficile, si l'on s'en tient à une interprétation stricte des textes de permettre au Bureau de Coordination Economique d'intervenir dans le contrôle des importations et de l'approvisionnement.
- (e) L'Office d'Approvisionnement qui demeure rattaché au Ministère de l'Economie Nationale sera chargé par le canal d'une "commission en son sein" de la distribution des quotas (voir article 10). Ce qui modifie complètement la procédure actuelle appelée "procédure de base" prise selon les dispositions de l'Ordonnance No. 136.

II. Analyse critique de la loi

La nouvelle loi, en supprimant plusieurs dispositions, laisse aux ministères intéressés et à la Commission de change le soin de les formuler. Cela peut présenter des avantages si l'on considère que les circonstances actuelles peuvent changer et qu'il serait alors plus



facile de modifier la réglementation actuelle conformément aux nouveaux besoins du pays. Mais cette solution pourrait avoir des inconvénients si les dispositions d'exécution n'étaient modifiées que sous des pressions politiques et pour des considérations peu conformes aux intérêts du pays.

Mais, à notre avis, les défauts réels de la nouvelle loi sont:

- (a) La loi n'a pas résolu le grave problème dont souffre le pays et qui provient de la multiplicité des ministères et des organes qui interviennent dans la conduite de la politique en matière d'importation et d'approvisionnement et dans l'application de cette politique. Ce qui nuit notablement à l'efficacité administrative.
- (b) La nouvelle loi accoutue les pouvoirs du Ministre du Commerce extérieur au détriment de ceux du Ministre de l'Economie nationale et prive le Conseil Monétaire de toute autorité en matière d'attribution de licences et de contrôle de leur utilisation.

Or, d'une part le Ministère du Commerce extérieur fait double emploi avec celui de l'Economie nationale qui détient l'Office d'Approvisionnement et l'Office d'Industrialisation et d'autre part la Commission de change et l'Office des Licences sont rattachés au Ministère du Commerce extérieur. En dernier lieu, c'est la Commission de change qui gère l'Office des Licences qui, lui-même, siège auprès de la Banque Nationale.

La question qui se pose est double:

Le Ministère du Commerce extérieur est-il actuellement outillé pour s'occuper des questions techniques relevant des changes et du ravitaillement? et

Le Conseil Monétaire qui est l'autorité monétaire et qui administre la Banque Centrale n'est-il pas l'organisme le plus qualifié pour s'occuper des questions de change?

A notre avis, toutes les questions concernant le commerce extérieur ou intérieur, l'approvisionnement, le contrôle des importations, la politique des changes, ne peuvent relever que d'un seul Ministère qui est celui de l'Economie Nationale. Tandis que toutes les questions de change, de l'application de la réglementation des changes, ne peuvent relever que de l'autorité monétaire. Les problèmes connexes des importations, des changes et des questions monétaires ne doivent être confiés qu'à une seule commission au sein de laquelle seront représentés tous les ministères intéressés.

- (c) La loi renforce le rôle des pouvoirs politiques en matière de change et de quotas. Or l'expérience de tous les pays a prouvé l'avantage de confier les questions de change à un organisme technique qui serait à l'abri du jeu politique et des intérêts particuliers.
- (d) La loi ignore le Bureau de Coordination Economique et les raisons qui ont amené à sa création.
- (e) Enfin, la loi manque de précision concernant par exemple la composition de l'Office des Licences (art. 5), de la Commission au sein de l'Office d'Approvisionnement (art. 10) etc.





INTER-OFFICE MEMORANDUM

424/BCE/63

26 juillet 1963

A: Monsieur J. Brooks, Chef adjoint des Opérations  
Civiles  
DE: Awad Barakat, Directeur  
OBJET: Bureau de Coordination Economique *AI*

Modifications à apporter au texte du Programme  
et Budget pour 1964/65

... Suite à notre conversation dans votre bureau  
en date du 24 juillet 1963, en présence de  
Madame Bucianti, nous vous présentons ci-joint  
les modifications à apporter au texte qui nous  
a été soumis. Nous vous signalons que le nombre  
total des experts requis par le B.C.E. pour  
1964 demeure sans changement mais, pour 1965, il  
est réduit de 15 à 13 experts.

JUL 27 1963

ACTION

TO:

1

2

3

☒ - Action Completed

☐ - Acknowledged

AB/bo No Action Required

INITIALS

cc: Madame Bucianti

performed

designed

completed

*30/7/63  
all changes made  
on original.*

JUL 27 1963



Modifications à apporter au Programme et Budget  
pour 1964/65

Projet No.35-04

BUREAU DE COORDINATION ECONOMIQUE

1. Page 4 2ème paragraphe à modifier comme suit:
  - (i) Bureau du Directeur
  - (ii) Section de programmation et d'études
  - (iii) Section de l'Aide étrangère
  - (iv) Section de liaison et du contrôle des importations
2. Page 4 Lignes 17 et 18. A supprimer la phrase: "et un fonctionnaire chargé de l'administration et de la liaison."
3. Page 5 Dernier paragraphe à modifier comme suit:
  - (d) Section de liaison et du contrôle des importationsCette section a une double tâche. Elle est chargée d'une part de la planification d'ensemble ... etc. (le reste sans changement).
4. Page 6 Insérer entre le 1er et le 2ème paragraphe un nouveau paragraphe ainsi conçu:

"Cette section est chargée d'autre part de veiller à ce que la politique économique définie soit bien mise en oeuvre, à maintenir un contact permanent avec les Ministères, les provinces et les administrations intéressés



soit pour recueillir les données nécessaires à la coordination, soit pour résoudre les difficultés que soulève la coordination, et enfin à poursuivre auprès des pouvoirs responsables et des autorités la réalisation des projets préparés par le Bureau."

5. Page 8

Le 2ème paragraphe sera modifié comme suit:

"Pour 1964 et 1965, il faudra disposer, en outre:

- pour la Section de programmation et d'études, des services d'un statisticien économiste et d'un assistant économiste;
- pour la Section de l'Aide étrangère, d'un spécialiste supplémentaire, et leur nombre sera porté à trois (non compris le Chef de la Section). L'un d'eux s'occupe spécialement de l'aide financière étrangère, le second sera chargé de l'assistance technique et le dernier s'occupera des bourses d'études. Le Chef de Section ou l'un de ses spécialistes assistants aura à élaborer les projets relatifs à l'assistance étrangère, à se tenir au courant et à tenir compte des conditions juridiques... etc. (le reste sans changement).

6. Page 10

A modifier comme suit: (voir tableau page suivante).



7. Page 17 A modifier comme suit: (voir page 5).



8. Pages 18 et 19 Il y aura lieu de modifier les deux tableaux en conséquence.





JUL 29 1963

BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE ONUC LEOPOLDVILLE

35-02

T 211

Mr. Brooks 222

attachements with the original (PA)

26 July 1963

<input type="checkbox"/> Action Completed <input type="checkbox"/> Acknowledged <input type="checkbox"/> No Action Required <input type="checkbox"/> INITIALS
--

TO: Mr. Brooks, Deputy Chief Civilian Operations  
 FROM: Mr. P. P. O'Connell, Sr. Adviser, Office of Supply  
 SUBJECT: J. P. O'Connell, CNUC Adviser, Office of Supply  
 RE: Trip to Elisabethville (11 - 15 July 1963)

The purpose of my visit to Elisabethville was in the first place to brief the importers on the Procurement Authorization system and to review the progress made in its implementation in Katanga. In the second place I had to make the necessary arrangements to coordinate the efforts between the Central Government and ONUC Leopoldville and the Provincial Government and ONUC Elisabethville.

Mr. Bennett Y. Thompson, Supply Adviser USAID/Lec accompanied me on this visit, representing AID for the Republic of the Congo.

After arrival in Elisabethville, Mr. Thompson and myself met with Mr. McNamara (US Consulate) and Mr. Griffel (USAID/Elisabethville) for discussion of the general situation and the arrangements which had been made for meetings with the Banks and Importers. Discussions were centered around the pending revision of the Circular 107 of the Monetary Council (copy attached) which would be of general and particular nature.

The same afternoon, Mr. Thompson and I visited ONUC/B'ville and met Mr. Anono who expressed sincere interest in the programme. We provided Mr. Anono with a complete set of documents covering the Katanga programme for the first Quarter as well as with a copy of the book containing the Congolese Customs Code. We invited Mr. Anono to attend the meeting set for the afternoon of 12 July, since he indicated that he had not received any prior invitation.

We noticed during our conversation with Mr. Anono that he had not received any information about the PA operation for the first Quarter in Katanga. Only a list containing the names of the firms receiving a "quota" was available in his office. I suggest that a copy of all correspondence concerning each PAA and PA and all necessary documentation be forwarded



in future to ONUC/E'ville for information and control.

On the morning of 12 July, Mr. Thompson and I met the representatives of the Banks. The meeting took place in the Banque du Congo Building. The following members were present :

Mr. Philip B. Bergfield	-	AID/E'ville
Mr. Eric Griffel	-	" "
Mr. Stanislas Popiel	-	Director of Socobanque
Mr. Henri Vanhorenbeek	-	Banque Belge d'Afrique
Mr. Jacques Roldo	-	Fonds de Pouvoir
Mr. Pierre Baubau	-	Directeur, Banque du Congo
Mr. Marc Van Den Berghe	-	Sous-Directeur Banque du Congo
Mr. Edgar Hackenrath	-	Directeur adjoint Banque du Congo

We covered the procedures to be followed for processing requests for import licences and the overall control which the banks are expected to maintain. I pointed out that it is in the interest of the Ministry of National Economy to have the letters of quota given to the banks for distribution to the importers. The letters, with complete files for each bank have been handed to a representative of the Katanga Ministry of Economic Affairs (Mr. Mutombo, Director of the Office of Supply). However, the Ministry of Economic Affairs, Elisabethville, had seen fit to distribute the letters of quota themselves, and a situation of minor confusion has arisen. USAID/E'ville had smoothed things out prior to our arrival.

At one point the banks raised the question about the rate of exchange of the dollar. The exchange rate in the letter of quota is at present CF 50 to \$ 1 for importation under AP and PA system. This rate of exchange is different in the other system under American Aid, or Title I, where the rate is CF 65 to \$ 1. Keeping in mind that the counterpart in Congolese Francs of this importation is utilized for the development of public works projects of high priority, I suggest that the exchange rate for importation under American Aid be increased from CF 50 to CF 65 to 1 dollar, as the exchange rate of 50 to 1 benefits to the importers to the detriment of the Congolese Government. During the past 18 months the amount of American Aid to the Congo reached the amount of 61 million dollars. At the exchange rate 50 to 1 the amount came to CF 3,050,000,000, and the Congolese Government lost the amount of CF 915,000,000 in the public works programme.

The same afternoon we met the importers in a big meeting held in the Chamber of Commerce in E'ville.

The following persons were present :



The President of the Chamber of Commerce of E'ville, Mr. Grivigné  
37 importers  
Mr. Azong, Deputy Chief of Civilian Operations, E'ville  
Mr. Wildman, Administrative Officer, ONUC

and presiding the meeting

Mr. Thomson  
Mr. Griffel  
Mr. Bergfield  
Mr. Ribo.

The meeting proceeded normally, only one firm (UTMA TRAVHYDRO) raised the problem having received authorization for Congolese Customs Codes for importation which did not cover the items they wished to import. The usual questions regarding the functions of Office of Small Business were raised. The group seemed to note with interest and without objection the introduction of certified receipts to be made out by the importers at receipt of goods and the concept of the "end-use" audit. Copies of all documents covering the system PA WERE DISTRIBUTED. I must point out that no representative of the Monetary Council was present at this meeting, though a personal invitation had been sent.

During our last working day in E'ville, Mr. Thomson and I met with Mr. Kimba, Minister of Economic Affairs in Katanga. I suggested to Mr. Kimba to issue instructions to the various firms in Katanga asking them to forward in four copies, to the Provincial Ministry of Economic Affairs, a questionnaire similar to that issued by the Central Government stating the needs of each firm in terms of Congolese Customs Code. These four copies should be distributed as follows: 2 copies to the USAID/E'ville, who would forward one copy to USAID/Lao, one copy to ONUC/E'ville who in turn would send on this copy with any comments or desired information to ONUC/Lao (Sr. Adviser Office of Supply, Ministry of National Economy of the Central Government).

An important problem was raised by Mr. Kimba. It seems that after the disintegration of the Katangese Gendarmerie, some thousands of gendarmes are unemployed, and many of them are roving the "brousses" attacking cere and private plantations. A solution to this, according to Mr. Kimba, would be to enlarge the public works programme in general and to improve building in particular, to help builders in transporting material to carry out a large building programme in E'ville. It seems that financial groups are in agreement to present a complete programme for this purpose.

Another problem is the water-piping in E'ville. A complete study will be forwarded as soon as possible.



Conclusion and Recommendations.

- a) Improve information on PA system in Eville
- b) Make a complete programme of the needs of Katanga in terms of Congolese Customs Code. The information will be given by the Provincial Ministry of Economic Affairs.
- c) Pay a visit to Eville at least once, at the beginning of each Quarter.
- d) Establish a close cooperation between OMUC and USAID in Eville for a more satisfactory operation.
- e) An extra copy of each document of quota repatriation in Katanga should be forwarded to OMUC/Eville for records and information.
- f) I suggest that, should the AID operation continue in Katanga, a member of OMUC familiar with the procedures of the PA system should be detailed to OMUC/Eville to work closely with USAID in Eville, the same way we are doing here in Leo.



neg.  
JB/rm

CivOps. 939/63  
File: 35-02

85-02  
T-211  
29 July 1963

To : Mr. J. Ribó-Cebrian  
ONUC Adviser, Office of Supply

Through : Mr. M.E. D'Astugues  
Senior Adviser, Office of Supply

From : James R. Brooks  
Deputy Chief, Civilian Operations

Subject : Trip to Elisabethville (11-15 July 1963).

Thank you very much for your very fine report on your trip to Elisabethville with Mr. Thomason, Supply Adviser, USAID/Leo.

I am making a copy of your report available to Mr. Jenssen, President, Monetary Council and Mr. Barakat, Director, Bureau of Economic Coordination.

I will arrange that copies of all PAs go to ONUC, Elisabethville for their information.

The paragraph on the third page concerning the public works programme will be sent to Mr. Larcher for his information.

I have taken note of your conclusion and recommendations and of your recommendation concerning the exchange rate used for importation under the AF and PA systems. There seems to be no reason for the discrepancy between these two rates and Mr. Jenssen will be requested to give this his immediate attention.



OPERATION DES NATIONS UNIES  
AU CONGO



UNITED NATIONS OPERATION  
IN THE CONGO

JUL 29 1963

BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

35-02

T 211

TO: *Mr. Brooks 222*

1

2

3

☐ - Action Completed

☐ - Acknowledged

☒ - No Action Required

INITIALS: *Mr. J. Brooks*

26 July 1963

THROUGH : M.E. D'Astugues, Sr. Adviser, Office of Supply

FROM : J. Ribó-Cebrián, ONUC Adviser, Office of Supply

SUBJECT : Trip to Elisabethville (11 - 15 July 1963)

The purpose of my visit to Elisabethville was in the first place to brief the importers on the Procurement Authorisation system and to review the progress made in its implementation in Katanga. In the second place I had to make the necessary arrangements to coordinate the efforts between the Central Government and ONUC Leopoldville and the Provincial Government and ONUC Elisabethville.

Mr. Emmett Y. Thomason, Supply Adviser USAID/Leo accompanied me on this visit, representing AID for the Republic of the Congo.

After arrival in Elisabethville, Mr. Thomason and myself met with Mr. McNamara (US Consulate) and Mr. Griffel (USAID/Elisabethville) for discussion of the general situation and the arrangements which had been made for meetings with the Banks and Importers. Discussions were centered around the pending revision of the Circular 107 of the Monetary Council (copy attached) which would be of general and particular nature.

The same afternoon, Mr. Thomason and I visited ONUC/E'ville and met Mr. Amono who expressed sincere interest in the programme. We provided Mr. Amono with a complete set of documents covering the Katanga programme for the first Quarter as well as with a copy of the book containing the Congolese Customs Code. We invited Mr. Amono to attend the meeting set for the afternoon of 12 July, since he indicated that he had not received any prior invitation.

We noticed during our conversation with Mr. Amono that he had not received any information about the PA operation for the first Quarter in Katanga. Only a list containing the names of the firms receiving a "quota" was available in his office. I suggest that a copy of all correspondence concerning each PAA and PA and all necessary documentation be forwarded



in future to ONUC/E'ville for information and control.

On the morning of 12 July, Mr. Thomason and I met the representatives of the Banks. The meeting took place in the Banque du Congo Building. The following members were present :

Mr. Philip B. Bergfield	-	AID/E'ville
Mr. Eric Griffel	-	" "
Mr. Stanislas Popiel	-	Director of Socobanque
Mr. Henri Vanhorenbeeck	-	Banque Belge d'Afrique
Mr. Jacques Boldo	-	Fondé de Pouvoirs
Mr. Pierre Bauchau	-	Directeur, Banque du Congo
Mr. Marc Van Den Berghe	-	Sous-Directeur Banque du Congo
Mr. Edgar Heckenrath	-	Directeur adjoint Banque du Congo

We covered the procedures to be followed for processing requests for import licences and the overall control which the banks are expected to maintain. I pointed out that it is in the interest of the Ministry of National Economy to have the letters of quota given to the banks for distribution to the importers. The letters, with complete files for each bank have been handed to a representative of the Katanga Ministry of Economic Affairs (Mr. Mutombo, Director of the Office of Supply) . However, the Ministry of Economic Affairs, Elisabethville, had seen fit to distribute the letters of quota themselves, and a situation of minor confusion has arisen. USAID/E'ville had smoothed things out prior to our arrival.

At one point the banks raised the question about the rate of exchange of the dollar. The exchange rate in the letter of quota is at present CF 50 to \$ 1 for importation under AF and PA system. This rate of exchange is different in the other system under American Aid, or Title I where the rate is CF 65 to \$ 1. Keeping in mind that the counterpart in Congolese Francs of this importation is utilized for the development of public works projects of high priority, I suggest that the exchange rate for importation under American Aid be increased from CF 50 to CF 65 to 1 dollar, as the exchange rate of 50 to 1 benefits to the importers to the detriment of the Congolese Government. During the past 18 months the amount of American Aid to the Congo reached the amount of 61 million dollars. At the exchange rate 50 to 1, the amount came to CF 3.050.000.000, and the Congolese Government lost the amount of CF 915.000.000 in the public works programme.

The same afternoon we met the importers in a big meeting held in the Chamber of Commerce in E'ville.

The following persons were present :



The President of the Chamber of Commerce of E'ville, Mr. Grivignée  
37 importers  
Mr. Amono, Deputy Chief of Civilian Operations, E'ville  
Mr. Wildman, Administrative Officer, ONUC

and presiding the meeting

Mr. Thomason  
Mr. Griffel  
Mr. Bergfield  
Mr. Ribo.

The meeting proceeded normally, only one firm (UTEMA TRAVHYDRO) raised the problem having received authorization for Congolese Customs Codes for importation which did not cover the items they wished to import. The usual questions regarding the functions of Office of Small Business were raised. The group seemed to note with interest and without objection the introduction of certified receipts to be made out by the importers at receipt of goods and the concept of the "end-use" audit. Copies of all documents covering the system PA WERE DISTRIBUTED. I must point out that no representative of the Monetary Council was present at this meeting, though a personal invitation had been sent.

During our last working day in E'ville, Mr. Thomason and I met with Mr. Kimba, Minister of Economic Affairs in Katanga. I suggested to Mr. Kimba to issue instructions to the various firms in Katanga asking them to forward in four copies, to the Provincial Ministry of Economic Affairs, a questionnaire similar to that issued by the Central Government stating the needs of each firm in terms of Congolese Customs Code. These four copies should be distributed as follows : 2 copies to the USAID/E'ville, who would forward one copy to USAID/Leo, one copy to ONUC/E'ville who in turn would send on this copy with any comments or desired information to ONUC/Leo (Sr. Adviser Office of Supply, Ministry of National Economy of the Central Government).

" An important problem was raised by Mr. Kimba. It seems that after the desintegration of the Katangese Gendarmerie, some thousands of gendarmes are unemployed, and many of them are roaming the "brousse" attacking cars and private plantations. A solution to this, according to Mr. Kimba, would be to enlarge the public works programme in general and to improve building in particular, to help builders in importing material to carry out a large building programme in E'ville. It seems that financial groups are in agreement to present a complete programme for this purpose.

Another problem is the water-piping in E'ville. A complete study will be forwarded as soon as possible."



Conclusion and Recommendations.

- a) Improve information on PA system in E'ville
- b) Make a complete programme of the needs of Katanga in terms of Congolese Customs Code. The information will be given by the Provincial Ministry of Economic Affairs.
- c) Pay a visit to E'ville at least once, at the beginning of each Quarter.
- d) Establish a close cooperation between ONUC and USAID in E'ville for a more satisfactory operation.
- e) An extra copy of each document of quota repartition in Katanga should be forwarded to ONUC/E'ville for records and information.
- f) I suggest that, should the AID operation continue in Katanga, a member of ONUC familiar with the procedures of the PA system should be detailed to ONUC/E'ville to work closely with USAID in E'ville, the same way we are doing here in Leo.



SA-ET/et

THE FOREIGN SERVICE  
of the  
UNITED STATES OF AMERICA

Office of the A.I.D. Director  
American Embassy  
Leopoldville

July 2, 1963

SUBJECT: Implementation of the PA System

Dear Mr. Tona-Mesesa:

Please refer to the meeting held on June 7, 1963, to discuss the continuing implementation of the Procurement Authorization (PA) System (Commercial Import Program) as it concerns the institution of necessary fiscal controls.

The draft procedure setting forth the overall flow of documentation involved in the execution of the PA System which was presented by the A.I.D. Supply Advisor, is in the process of revision as the result of the several agreements reached. This general procedure will be the subject of subsequent discussions and it is hoped that a single comprehensive booklet can be produced which will provide all concerned with the necessary guidance.

The various points covered during the June 7 meeting have been incorporated into the attached draft documents as outlined below. It is urged that, after necessary review and coordination, these instructions be placed into effect through action by the Bureau of Economic Coordination, Monetary Council and Ministry of National Economy. Specifically:

A.) Revision of Monetary Council Circular 107 (See ANNEX A)

This revision would replace Circular 107 with a new circular which would up-date the applicable provisions of Circular 107 as well as incorporate the instructions which have, up to now, been forwarded with each quota letter. This should bring together into one comprehensive document the general guidance and responsibilities applicable to all concerned. We believe that the publication of this document will minimize confusion on the part of importers who might have had access to only one directive and at the same time will permit the quota letters to deal only with any specific provisions of the particular PA

B.) Specific Instructions to Approved Applicants (See ANNEX B)  
not Part of the Circular 107 Revision

This covers the detailed preparation and submission by each "Approved Applicant" of the data necessary to permit our preparation of the report required by A.I.D. Washington, as to the status of contracting action with relation to the Terminal Contracting Date (TCD).



July 2, 1963

C.) Instructions to Barr Shipping Company

(See ANNEX C)

It is extremely urgent that the Barr Shipping Company be notified of the requirement to provide us with a copy of all Bills of Lading pertaining to shipments made under the PA System to date and in the future. This point is covered in this suggested instruction to that firm, together with several other points which we believe worthy of mention.

D.) Instructions to Importers Receiving or Having Received Quota Letters under the PA System (See ANNEX D)

Here we have outlined the preparation and submission by the importer to the Office d'Approvisionnement of a type of "Goods Received Note" which provides data essential to establish that the importer has, in fact, received the goods. This report lays the basis for subsequent "end-use" audit as prescribed by A.I.D. regulations and at the same time provides us with the necessary "Arrival Accounting" data. We have modified the original proposal made at the June 7 meeting (which was to have the report submitted directly to the A.I.D. Controller) so as to provide that the report will be furnished to the Office d'Approvisionnement for initial control, with a copy being forwarded to us by that office.

Please note that we have not covered the matter of the Congolese Customs Office at Matadi submitting a listing of "A.I.D." goods arriving at that port. During recent visit of our Supply Advisor to Matadi it was noted that such data are compiled on basis of the ship's manifest, considering the increase in workload required to breakdown data by Bill of Lading number in terms of actual A.I.D. shipments, it is felt that our receipt of the Bill of Lading from the Barr Shipping Company together with the Barr report of outloading, will provide necessary controls. In this connection, it was noted that the listing currently being compiled by the Matadi Customs Office covers all goods coming from the USA, irrespective of whether the consignee may be the UNOC, American Embassy or importers and without selection on basis of whether such are imported under a Model "AF" or Model "I" license. We note the work which would be involved in attempting to breakdown the data further and do not feel that such data are of sufficient value to us in their present state to warrant continued submission to this office.

With reference to the attached drafts, we would appreciate it if their status might be finalized this week. The reason for this request is that Mr. Thomason, A.I.D. Supply Advisor, is scheduled to visit Elizabethville during the week of July 8, 1963 to discuss the implementation of the A.I.D. Program with various business groups and it would be extremely beneficial if the revised instructions could be presented and discussed at that time.



Letter to Bureau of Economic Coordination

July 2, 1963

Please have all personnel concerned coordinate their actions with the A.I.D. Supply Advisor (Mr. Thomason, 3971 ext 94). Copies of this letter and the attached annexes have been distributed as noted below.

Sincerely yours,

Vincent W. Brown  
Acting A.I.D. Director

Attachments: Annexes A through D

Mr. P. Tona-Mesesa, Acting Director,  
Bureau of Economic Coordination  
Government of the Republic of the Congo  
Leopoldville

CC: Mr. J. Brooks, Dep Ch Civ Opns, UNOC  
Mr. P. Luanghy, Sec Gen, Min of Natl Economy  
Mr. W. Jenssen, President, Monetary Council  
Mr. S. Malanda, Licensing Office  
Mr. J. Ribo, Office d'Approvisionnement  
Banque du Congo  
Banque Belge d'Afrique  
Socobanque  
Credit Congolais



CONSEIL MONETAIRE  
DE LA REPUBLIQUE DU CONGO  
INSTITUT D'EMMISSION

Leopoldville, le \_\_\_\_\_

CIRCULAIRE No \_\_\_\_\_

Aux Banques Agréées, aux Importateurs, aux Douanes

IMPORTATION DE MARCHANDISES AMERICAINES SOUS LE PROGRAMME DE L'AIDE  
FINANCIERE AMERICAINE

ARTICLE I :

- A.) Après la publication de la présente circulaire, l'Aide Financière Américaine à la République du Congo sera répartie et utilisé selon la procédure définie ci-après. La présente circulaire annule celle du Conseil Monétaire N° 107 datée du 9 février 1963.
- B.) Les opérations entamées avant la mise en vigueur de la circulaire N° 107 resteront soumises aux dispositions des circulaires N° 48 et N° 61.

ARTICLE II :

- A.) Le montant de l'Aide sera réparti en "Autorisations d'Achat" ou "PA", comportant chacune une allocation en dollars relative à une catégorie de marchandises déterminée, de provenance et d'origine Américaine.
- B.) Les Autorisations d'Achat (PA) seront dûment numérotées et indiqueront notamment:
- La date limite des contrats d'achat.
  - La date limite de livraison de la marchandise par le fournisseur comme défini ci-après.
  - La banque Américaine habilitée pour l'ouverture des crédits documentaires, et
  - La banque Congolaise agréée (Approved Applicant).
- C.) La liste des lettres de quota sera portée à la connaissance des importateurs et des banques agréées et publiée dans la presse avec l'indication du PA intéressé.
- D.) Le numéro de l'Autorisation d'Achat (PA) doit être repris dans:
- La lettre de quota.
  - La license d'importation.
  - Le crédit documentaire.

ARTICLE III :

- A.) Sur base des Autorisation d'Achat, l'Office des Approvisionnement émettra les lettres de quota au profit des importateurs. Pour être valables celles-ci devront être approuvées par un représentant du Bureau de la Coordination Economique qui est aussi représentant de l'ONUC.
- B.) L'Office d'Approvisionnement transmettra une copie de la lettre de quota à la banque agréée de l'importateur.



B R O U I L L O N

Circulaire N° \_\_\_\_\_

ARTICLE IV : (suite)

TO : Office of Small Business, (A) Agency for International Development Washington 25, D.C., USA		Date _____
FROM: _____ (De) _____  (Nom et adresse d l'importateur) _____ _____		N° de l'Autorisation d'Achat (PA) PA _____
		N° de la lettre de quota: _____

Montant approximatif en dollars de l'achat projeté:  \$ _____	Les cotations câbles: ( ) seront acceptées ( ) ne seront pas acceptées (Dans l'affirmative, donner adresse télég: _____)	Les cotations se- ront acceptées jusqu'au:  (Date) (* Voir éclair- cissement ci- dessous)
---	---	--

DESCRIPTION DES MARCHANDISE A IMPORTER:

(Description complète des marchandises à importe,  
 FAS port Américain, y compris dimensions, quantités,  
 etc, et toutes particularités)

-----

-----

.....  
 Nom de l'importateur

.....  
 Signature autorisée

(\* - La date limite pour accepter les cotations sera d'au moins trente jours après réception des renseignements par l'Office of Small Business (OSB) (courrier aérien normal). La raison du délai imposé de trente jours est de permettre au bulletin de parvenir aux firmes qui peuvent être intéressées à soumettre une offre.)

Outre l'original et une copie de la fiche de renseignements ci-dessus, 3 copies supplémentaires en seront faites pour les destinations suivantes:

- 1 copie à annexer à la demande de licence d'importation.
- 1 copie à adresser au "Supply Advisor(A.I.D.)  
American Embassy  
B.P. 8599, Leopoldville"
- 1 copie pour l'importateur.

B R O U I L L O N



Circulaire N° \_\_\_\_\_

ARTICLE IV : (suite)

- B.) Ne sont pas requis de se conformer aux dispositions de l'Article IV, paragraphe "A" ci-dessus:
- 1.) Les importateurs d'outillage de remplacement (replacement machinery) de la même fabrique, et de pièces de rechange spécifiques (proprietary spare parts), c'est à dire qui ne sont pas "standard" ou adaptables à plusieurs marques.
  - 2.) Les agents exclusif qui ont été reconnus comme tels par l'OSB. Cette reconnaissance est accordée par l'OSB sur demande du fournisseur Américain qui en avertira l'importateur Congolais. Peut demander la reconnaissance d'exclusivité l'importateur qui est en relation avec son fournisseur Américain dans des termes tels qu'il ne peut accepter ou apprécier du prix compétitif.
  - 3.) Les importateurs bénéficiant d'une lettre de quota d'un montant inférieur à \$5,000.

ARTICLE V :

- A.) Les importateurs soumis aux l'Article IV, paragraphe "A" ci-dessus procéderont comme indiqué ci-après pour conclure leurs contrats d'achat:
- 1.) A partir de la date limite fixée pour la réception des offres, l'importateur, à titre de bilan des tractations directes et de la publicité faite par le bulletin du Office of Small Business, dressera une liste de toutes les offres reçues en indiquant la plus basse qui soit en même temps la plus avantageuse; il indiquera les raisons d'un tel choix.
  - 2.) L'offre doit être basée sur le prix de gros du vendeur, FAS port Américain, déduction faite de toute remises et escomptes.
  - 3.) En cas d'erreur et/ou d'omission dans la fiche de renseignements ou d'arrivée tardive de la fiche au Office of Small Business celui-ci avisera le Supply Advisor (A.I.D.) de l'ambassade Américaine de l'extension du délai d'attente et le Supply Advisor (A.I.D.) en informera aussitôt l'importateur qui devra en tenir compte.
- B.) Les importateurs non soumis aux dispositions de l'Article IV, paragraphe "A", peuvent conclure leurs contrats d'achat des réception de leur lettre de quota.
- C.) A la conclusion d'un contrat d'achat avec un fournisseur, l'importateur, dans sa commande, mentionnera les clauses suivantes en indiquant qu'elles feront partie intégrante du contrat:
- 1.) Le fournisseur est responsable du marquage des marchandises suivant les dispositions du Règlement N° 1 de l'A.I.D., Section 201.12 ainsi que des conditions de prix suivant les Sections 201.20 et 201.21 du même règlement.



Circulaire N° \_\_\_\_\_

ARTICLE V : (suite)

- 2.) Le fournisseur est également responsable de l'obtention de toutes autorisations d'exportations nécessaires.
  - 3.) Le fournisseur prendra toute dispositions voulues pour être en possession des instructions de transport de la BARR SHIPPING COMPANY, New York, N.Y.; au moins 14 jours avant la disponibilité pour embarquement des marchandises ex-usine.
  - 4.) Le chargement sera prévu pour être fait sur le premier navire disponible.
  - 5.) Le Gouvernement de la République du Congo s'engage à payer les frais de transport maritimes de ses propres ressources.
- D.) En aucun cas le coût des marchandises FAS ne pourra inclure de commission quelconque, payée ou à payer à un agent, commissionnaire ou autre représentant quelconque de l'importateur. Il ne peut davantage inclure un paiement, crédit ou autre avantage quelconque à un distributeur étranger du fournisseur, en relation avec des importations directes de ce distributeur pour son propre compte.
- E.) L'importateur est responsable de s'assurer que des articles non permis à l'importation par l'A.I.D. ne sont pas importés sous couvert de sa lettre de quota. Une liste des articles non permis est disponible à l'Office d'Approvisionnement.

ARTICLE VI :

L'importateur passera contrat avec le fournisseur et adressera à sa banque agréée:

- A.) Une demande de licence "AF" pour la valeur FAS port USA de la merchandise.
- B.) Une demande d'ouverture de crédit documentaire irrévocable en faveur du fournisseur Américain. Ce crédit est à ouvrir par la banque Congolaise agréée (Approved Applicant).
- C.) Un exemplaire du contrat d'achat, et/ou facture pro forma. (La facture pro forma et/ou contrat d'achat détailleront notamment la valeur FAS port USA de la marchandise, ainsi qu'une évaluation du fret maritime et des frais d'établissement du certificat d'inspection).
- D.) Au cas où il est soumis aux dispositions de l'Article IV, paragraphe "A", l'importateur fournira à sa banque Congolaise agréée une liste des offres reçues ainsi qu'une copie de la fiche de renseignements transmise au Office of Small Business.
- E.) Au cas où il n'est pas soumis aux dispositions de l'Article IV, paragraphe "A", l'importateur, dans sa demande de licence d'importation, signera l'attestation suivante:

"Je soussigné....., certifie n'avoir pas transmis de fiches de renseignements au Office of Small Business de l'A.I.D. pour les motifs suivants:

(Choisir la formule appropriée)

- Les articles couverts par la présente demande de licence sont de l'outillage/matériel de remplacement.



Circulaire N° \_\_\_\_\_

ARTICLE VI : (suite)

- Les articles couverts par la présente demande de licence sont des pièces de rechange spécifiques.
- Une exemption m'a été accordée par l'OSB qui me reconnaît comme Agent Exclusif pour les articles couverts par la présente demande de licence.
- Ma lettre de quota est d'un montant inférieur à \$ 5,000.

F.) Une demande de licence Modèle "F" pour les frais de transport et d'inspection (à titre provisionnel) ainsi qu'une demande d'ouverture de crédit documentaire pour le règlement des dits frais.

ARTICLE VII :

- A.) La demande de licence "AF" renseignera le numéro de la PA ainsi que la référence de la lettre de quota.
- B.) La modalité de paiement indiquée sera exclusivement ouverture de crédit documentaire irrévocable à transmettre par la banque Congolaise agréée au correspondant Américain désigné dans la PA.
- C.) Les mentions requises par les circulaires N° 61 du 18 mai 1962 (contrôle statistique avant l'embarquement) et N° 83 du 14 septembre 1962 (contrôle quantitatif et chargement sur navire) y seront également reprises.

ARTICLE VIII :

- A.) Après constitution d'un dépôt en F.C. équivalent à 100% du montant en dollars de la valeur FOB/FAS, la banque agréée soumettra la licence à l'Office des Licences pour validation. Elle y apposera son cachet et une nouvelle numérotation qui sera propre à chaque banque.
- B.) La licence sera en principe valable pour quatre mois à partir du 1er du mois qui suit la date de la validation. Elle pourra être prorogée de deux mois par la banque Congolaise agréée (Approved Applicant). Elle sera irrévocable de la part des autorités monétaires pendant sa durée de validité.
- C.) A la réception de la licence validée et approuvée, la banque Congolaise agréée (Approved Applicant) en transmettra une copie au "Controller (A.I.D.)  
American Embassy  
B.P. 8599, Leopoldville,  
accompagnée, selon le cas, d'une copie de la liste des offres reçues.
- D.) A l'exception d l'envoi d'une copie des licences au "Controller (A.I.D.) de l'ambassade Américaine, la distribution des volets des licences est inchangée.

ARTICLE IX :

- A.) La banque Congolaise agréée procédera ensuite à l'ouverture du crédit documentaire, selon les termes et conditions de la licence. Ce crédit sera entièrement provisionné en francs Congolais.



Circulaire N° \_\_\_\_\_

ARTICLE IX : (suite)

- B.) Le crédit documentaire mentionnera également le numéro de l'Autorisation d'Achat (PA)
- C.) La confirmation du correspondant désigné pourra être également demandée.
- D.) La banque Congolaise agréée enverra à la BARR SHIPPING COMPANY, New York, une copie "pour information" de chaque crédit documentaire dès son ouverture.

ARTICLE X :

- A.) Les modalités comptables restent celles prévues aux paragraphes 1° et 6° du titre II de la circulaire N° 4 du 9 mars 1962. La banque Congolaise agréée versera chaque semaine l'entiereté des provisions au compte N° 246 intitulé "Aide Financière Américaine" tenu auprès du Siège de Léopoldville du Conseil Monétaire.
- B.) La procédure de comptabilité des montants payés par les importateurs à la banque Congolaise agréée sera sujet à des négociations à part entre le Conseil Monétaire et l'Ambassade Américaine.

ARTICLE XI : Suivant à la date limite du contrat de chaque PA, la banque Congolaise agréée (Approved Applicant) soumettra un rapport en accord avec les instructions qui seront données par le Conseil Monétaire. Ce rapport sera intitulé "Rapport des Contrats fait par les Bénéficiaires de l'Aide Financière Américaine" et sera soumis au "Controller (A.I.D.)  
American Embassy  
B.P. 8599, Leopoldville"

ARTICLE XII :

- La banque Américaine désignée notifiera et/ou confirmera le crédit au bénéficiaire et se chargera d'obtenir le remboursement auprès de l'A.I.D.

ARTICLE XIII :

- A.) L'importateur Congolais, ou son agent, devra soumettre un rapport intitulé "Rapport sur l'Arrivée des Marchandises Importées sous l'Aide Financière Américaine", en duplicata, à l'Office d'Approvisionnement après dédouanement de la marchandise. Ce rapport devra être soumis dans un délai de 10 jours suivant la réception des marchandises.
- B.) Les instructions nécessaires pour la préparation de ce rapport seront données par l'Office d'Approvisionnement au bénéfice des importateurs.
- C.) L'Office d'Approvisionnement devra fournir une copie de ce rapport au: "Controller (A.I.D.)  
American Embassy,  
B.P. 8599, Leopoldville"



Circulaire No \_\_\_\_\_

ARTICLE XIV :

- A.) Par la présente, les importateurs sont notifiés que les transactions exécutées dans le cadre de l'aide Américaine sont soumises au Règlement No 1 de l'A.I.D. et sont sujettes à contrôle sans préavis par des représentants de l'Ambassade Américaine.
- B.) L'évidence de non conformité au règlement No. 1 de l'A.I.D. pourra entraîner une demande de remboursement et rendra l'importateur inéligible à recevoir des quotas d'AIDE Américaine et ce, sans préjudice aux pénalités jugées appropriées par le gouvernement Congolais.
- C.) Des copies du Règlement No. 1 de l'A.I.D. sont disponibles à l'Office d'Approvisionnement.

ARTICLE XV :

Les

- A.)/banques Congolaise agréée peuvent valider, au vu de la facture pro forma du transportateur, une licence modèle "F" couvrant le fret, les frais de transport et d'inspection. La banque qui a procédé à l'ouverture du crédit documentaire ne doit pas nécessairement intervenir pour le paiement des frais connexes.
- B.) Sur base de cette licence modèle "F", la banque Congolaise agréée pourra ouvrir un crédit à change non couvert, lié au crédit principal, et utilisable à concurrence des notes de fret et frais du transportateur et de la Société d'Inspection. Les frais de transport devront être approuvés par la BARR SHIPPING CO, New York.
- C.) La licence modèle "F" ne pourra couvrir, en aucun cas, des frais d'assurance ou des commissions d'intervention.

/ / / / / / / / /



Ltr to Bureau of Economic Coordination

July 2, 1963

ANNEX BSPECIFIC INSTRUCTIONS TO APPROVED APPLICANTS (Not part  
of proposed revision of Cir 107)

..... Pursuant to Article XI of Circular N° \_\_\_\_\_ of the Monetary Council which supercedes Circular N° 107 of 9 February 1963, Congolese banks designated as "Approved Applicants" on Procurement Authorizations (PAs) for merchandise to be imported under the American A.I.D. Commercial Import Program and which have been issued by A.I.D. Washington subsequent to 1 January 1963, will prepare the following report of contract action:

A.) As of the last work day of any month in which the Terminal Contracting Date (TCD) of a PA may fall, prepare the special report shown on the attached format and will submit such report to the "Controller (A.I.D.); American Embassy, B.P. 8599, Leopoldville, in triplicate, having made distribution of additional copies as follows:

.....(as desired by GOC/UNOC)

B.) This report, entitled "Rapport des Contrats Fait Par Les Bénéficiaires de l'Aide Financiere Americaine" will be submitted so as to reach the Controller (A.I.D.) American Embassy, not later than the 15th of the month following the month in which the TCD occurred.

C.) As per the attached format, the report will be prepared separately for each Procurement Authorization (PA) as the case may be, and will identify each license number, license issuance date, letter of credit number (if issued as of date of report preparation), <sup>and</sup> value of the license in terms of US dollars (\$) and Congolese Francs.

.....

Attachment: Report Format







Ltr to Bureau of Economic Coordination

July 2, 1963

ANNEX C

## INSTRUCTIONS TO BARR SHIPPING COMPANY

..... In order to provide data essential to the control of goods imported into the Republic of the Congo under the A.I.D. Procurement Authorization (PA) System for the Commercial Import Program and to meet requirements of A.I.D. Regulation I, it is requested that your firm (Barr Shipping Co):

- A.) Continue to furnish the periodic report of outloading of goods under the A.I.D. Program as has been done in the past with the specific requirement that the Procurement Authorization (PA) number be included in the data and that the listing be forwarded in duplicate VIA AIR MAIL to:

Controller (A.I.D.)  
Ambassade Americaine  
B.P. 8599  
Léopoldville,  
Republique du Congo

- B.) Air mail the following additional copies to:  
(As may be desired by GOC/UNOC)

.....

- C.) As an added requirement, furnish the Controller (A.I.D.) American Embassy, Leopoldville, at the address noted above, via air mail, one (1) copy of each pertinent Ocean Bill of Lading or charter party covering shipment of goods under a Procurement Authorization. This instruction will be considered retroactive to cover any and all shipments which may have gone forward under the Procurement Authorization System for the Commercial Import Program subsequent to March 1963. Such transactions may be identified by referring to the Letter of Credit which the Congolese Bank designated as the "Approved Applicant" was required to have furnished the Barr Shipping Company from the time the system was instituted.
- D.) Assigned responsibility of the Barr Shipping Company for maintaining the 50/50 shipping control as required by A.I.D. Regulation I remains unchanged.



Ltr to Bureau of Economic Coordination

July 2, 1963

ANNEX D

INSTRUCTIONS TO IMPORTERS RECEIVING OR HAVING RECEIVED QUOTA LETTERS UNDER  
PROCUREMENT AUTHORIZATIONS (PAs) FOR THE COMMERCIAL IMPORT PROGRAM

(NOTE: The following is proposed to be disseminated in the form of a notice from the Office d'Approvisionnement in such a manner as to reach all importers who have received quota letters under the Procurement Authorization (PA) System established in the 1st Qtr Calendar Year 1963 for the A.I.D. Commercial Import Program and will also apply to importers who may receive quota letters in the future under this system)

"..... Pursuant to Article XIII of Circular No \_\_\_\_\_ of the Monetary Council, all recipients of quota letters under the 1st Quarter 1963 "AF" allocations as well as all who may receive "AF" quotas in the future under the Procurement Authorization (PA) System for the A.I.D. Commercial Import Program are required to abide by the following instructions:

- A.) After clearance of A.I.D. financed goods from customs, and not later than ten (10) days following receipt of the merchandise, the importer or his agent is required to submit to the Office d'Approvisionnement, Ministry of National Economy, in duplicate and in the attached format, a report entitled "Rapport sur l'Arrivée des Marchandises Importées sous l'Aide Financière Américaine"
- B.) Failure of the importer or his agent to submit this report may result in deletion of the importer from the list of those authorized to receive quotas under the A.I.D. Program.
- C.) Importers who have received goods imported under Procurement Authorizations (PAs) falling under the scope of Monetary Council Circular 107 under quota letters granted for the 1st Quarter allocations for 1963, are required to submit this report within fifteen (15) days following date of publication of this notice and will account for all goods received under a Procurement Authorization.
- D.) In all cases, a separate report must be submitted for each Bill of Lading involved in receipt of A.I.D. financed goods.

....."

Attachment: Report Format



Attachment to Annex D of Ltr to Bureau of Economic Coordination, July 2, 1963

RAPPORT SUR L'ARRIVEE DES MARCHANDISES IMPORTEES SOUS L'AIDE FINANCIERE  
AMERICAINE

-----  
TO: Office d'Approvisionnement      FROM: \_\_\_\_\_  
Ministry of National Economy      (Name and Address of Importer)  
Leopoldville      \_\_\_\_\_  
-----

Gentlemen:

REGARDING: PA Number \_\_\_\_\_

Import License No \_\_\_\_\_

1. This is to certify that the undersigned authorized representatives/  
officials/agents of the firm identified above have on       (Date)        
received the A.I.D. financed goods covered by the following Bill  
of Lading:

Bill of Lading No. \_\_\_\_\_ dated \_\_\_\_\_ at \_\_\_\_\_

Vessel: \_\_\_\_\_ Line: \_\_\_\_\_

2. The vessel arrived at       (Port of Discharge)       on       (Date)        
The goods were cleared from Congolese Customs on       (Date)        
at       (Place where cleared)       per declaration number \_\_\_\_\_.

Customs duty in the amount of FC \_\_\_\_\_ were paid.

3. Goods were received in apparent good condition except as noted  
on attachment hereto. Goods (were)(were not) marked with the  
A.I.D. Emblem.

4. Value of the goods F.A.S. port U.S.A. were CF \_\_\_\_\_  
(US \$ \_\_\_\_\_) and were imported from the firm of  
      (Name of Supplier)       in the U.S.A.

5. The goods covered by this report constitute a (partial)(full)  
shipment against the license cited above.

CERTIFIED CORRECT:

by \_\_\_\_\_  
(Name typed or printed)

\_\_\_\_\_  
(Signature)

\_\_\_\_\_  
(Title)

Date: \_\_\_\_\_

Attachment: \_\_\_\_\_ Attached  
                  \_\_\_\_\_ Not Attached  
                  (Check as applicable)